

PRIX ALIMENTAIRES

Denrées : d'indig

Panique chez les producteurs, panique dans les ménages...

Les prix alimentaires mondiaux décollent et dépassent les records de 2008. Qui sera frappé le premier : l'Europe ou les paysans du Sud ?



EN DÉCEMBRE dernier, l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) sortait ses derniers chiffres : pour le sixième mois consécutif, les prix de cinquante-cinq produits alimentaires de base voyaient leur indice continuellement en hausse. En calculant son indice, la FAO observait ainsi qu'il était passé à 214,7 points, dépassant le fameux record de juin 2008 qui avait « plafonné » à 213,5 points. Cette hausse inéluctable touche pas mal de produits. Le sucre et les oléagineux rejoignent les céréales dans leur course à la hausse. Plus 25 % pour certains produits en un an... Et comme de multiples causes sont en jeu, il sera difficile de régler le problème d'un coup de fourchette magique.

ALIMENT DE BASE.

Le prix du blé a également atteint des sommets cette année.

trophes sont d'abord de déstabiliser les prix. Puisque dans ce cas, certains opérateurs cherchent à ne pas vendre trop vite leur récolte. Dans le même temps, ceux qui achètent cherchent, eux, à s'approvisionner autant que possible. D'où l'augmentation des prix, comme une spirale.

Pourtant, toujours selon la FAO, beaucoup de pays pauvres ont aujourd'hui de meilleurs stocks de céréales que la moyenne. Pas de quoi s'inquiéter de se retrouver devant son assiette vide ? Sans doute. Mais pour beaucoup, cette assiette deviendra impayable...

La FAO estime tout de même que plus ou moins quatre-vingts pays sont en situation de déficit alimentaire. Et c'est là que la hausse irrémédiable des prix frappera le plus douloureusement.

STOCKS SUFFISANTS ?

La crise alimentaire de 2008 pouvait être expliquée par la baisse des stocks mondiaux qui résultait notamment d'une demande accrue de la part de pays émergents (dont la Chine). Il fallait également tenir compte de mauvaises récoltes qui avaient frappé certains pays.

Le rôle des catastrophes naturelles est bien sûr mis en avant. On pense au Pakistan, à la sécheresse en Russie, aux incendies et inondations en Australie... Mais les premières conséquences de ces catas-

« Au Pakistan, les tickets alimentaires ont fait leur apparition pour la première fois depuis 1980. »

SEMEURS DE TROUBLES

Dans l'histoire récente, les émeutes de la faim témoignent des effets négatifs de ces inflations répétées. Aux flambées de prix répondent souvent des flambées de violence. On pense à Haïti, à l'Égypte.

En 2008 déjà, Bruno Bauraind (GRESEA) analysait la situation : « En Égypte, le gouvernement a décidé d'allonger la liste des personnes ayant droit aux aliments subsidiés en ajoutant à la liste quelque 10,5 millions d'Égyptiens. Au Pakistan, les tickets alimentaires ont fait leur apparition pour la

es hausses estes

première fois depuis 1980. La mesure concernera quelque sept millions de ménages dans un pays déjà politiquement très instable».

Deux ans plus tard, l'on comprend mieux la lente révolte amorcée dans certains pays, notamment d'Afrique du Nord. Et même si certains États ont mis en œuvre des politiques de contrôle des prix ou de subventions, la situation reste difficilement maîtrisée.

DÉRÉGULATION

Une autre institution des Nations-Unies pourrait être pointée du doigt pour les orientations qu'elle promeut: l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Bruno Bauraind dénonce: «*[Il] ne [faut] pas masquer la responsabilité du processus de dérégulation de l'agriculture mondiale sous l'égide de l'Organisation mondiale du commerce. Pendant plusieurs décennies, les politiques de subvention des pays occidentaux ont eu pour résultat une baisse des prix agricoles. Dans le même temps, l'ouverture des marchés des pays en développement a eu pour conséquence directe l'appauvrissement des paysans du Sud qui sont venus peupler en masse les bidonvilles. Dans ce contexte, une majorité de pays en développement n'est plus en mesure d'assurer sa souveraineté alimentaire. Dépendants des cours mondiaux, ces États voient aujourd'hui leur budget grevé par la hausse des prix. À l'inverse, les quelques multinationales qui contrôlent le marché agricole mondial voient, elles, leurs revenus atteindre des sommets.*»

SPÉCULATION

C'est sans doute dans l'assiette de ces opérateurs transnationaux qu'il faut aussi regarder. Aux constats déjà évoqués, il convient tout d'abord d'ajouter celui de la part croissante des cultures d'agrocarburants. Ils créent un effet de concurrence et de pressions sur les terres.

Cette diversification de la production des céréales au profit des agrocarburants se traduit par une diminution des stocks de céréales. Ainsi, aujourd'hui aux USA, 38 % du maïs finit dans les réservoirs automobiles (contre 30,7 % en 2008).

Mais une deuxième menace pointe le nez dans ce monde où les spéculateurs se sont invités à table. «*Si 500 millions de petits agriculteurs souffrent de la faim, c'est en partie parce que leur droit à la terre est de plus en plus menacé*» écrivait Olivier De Schutter, le rapporteur spécial de l'ONU sur le droit à l'alimentation, dans un rapport présenté en octobre 2010 devant l'Assemblée générale des Nations Unies. Pour ce Belge, professeur à l'UCL: «*Du fait de la croissance démographique dans les campagnes et de la concurrence de plus en plus marquée avec les grandes exploitations industrielles, la taille des parcelles cultivées par les petits exploitants se réduit d'année en année. Cette situation menace directement le droit à l'alimentation des populations rurales.*»

Pour réduire l'influence des spéculateurs et la volatilité des prix, la FAO a du pain sur la planche...

Stephan GRAWEZ

LE DROIT À LA TERRE

Face à l'installation de grandes entreprises agricoles, au rachat de terres par des fonds spéculatifs internationaux, le petit paysan risque de ne pas faire le poids. Sauf si... Olivier De Schutter, rapporteur spécial de l'ONU sur le droit à l'alimentation depuis 2008, propose une piste juridique: «*Les États devraient renforcer la sécurité juridique de ceux qui dépendent des terres, qu'il s'agisse d'individus ou de ménages, ou de communautés. Malheureusement, le sentiment d'urgence concernant la redistribution des terres a régressé car de nombreux responsables politiques sont convaincus qu'améliorer la productivité par la technologie constitue une alternative à la réforme agraire. C'est là une erreur tragique étant donné les menaces posées aujourd'hui par les acquisitions de terres à grande échelle.*»